

Comité Syndical

Séance du mardi 13 février 2024

Date de la convocation : Lundi 5 février

Étaient Présents :

Membres titulaires :

Nicolas PATRIARCHE, *Président* ; Michel CAPERAN, Jean-Claude BOURIAT, Jean-Yves COURREGES
Mohamed AMARA, Monique ARDOY, Jean-Michel BALEIX, Michel BILLE, Kenny BERTONAZZI, François DAMIAN-PICOLET, Gilbert DANAN, Jean-Marc DENAX, Victor DUDRET, Philippe DUVIGNAU, Frédéric GOMMY, Yves LACOSTE, Jacques LEROUX-MENESTREY, Jacques LOCATELLI, Bernard MARQUE, Jean-Louis PERES, RODRIGUEZ Karine, Pauline ROY, Gilles TESSON,

Membres suppléants :

Pierre HAMELIN a suppléé Michel BERNOS ; Patrick ROUSSELET a suppléé Francis PEES, Didier RIVIERE a suppléé Marie-Claire NE.

Étaient représentés :

François BAYROU a donné pouvoir à Nicolas PATRIARCHE, Valérie REVEL a donné pouvoir à Jean-Michel BALEIX, Marie-Laure MESTELAN a donné pouvoir à Gilbert DANAN.

Étaient excusés :

Muriel BAREILLE, Patrice BARTOLOMEO, Christelle BONNEMASON-CARRERE, Najia BOUCHANNAFA, Eric CASTET, Thibault CHENEVIÈRE, Frédéric DAVAN, Stéphanie DUMAS, Arnaud JACOTTIN, Clarisse JOHNSON-LE-LOHER, Jean-Yves LALANNE, Régis LAURAND, Véronique LIPSOS-SALLENAVE, Françoise MARTEEL, André NAHON, Joël SEGOT, Patricia WOLFS.

Étaient absents :

BUSSY Marion, Jean-Louis CALDERONI, CLABE Frédéric, ISAAC-LAVIGNE Gwendoline,

Secrétaire de séance : Pauline ROY

01 - ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024

Rapporteur : Monsieur le Président

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions combinées des articles L.5711-1, L.5211-36 et L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui imposent de débattre des orientations générales du budget dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci, les élus du Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités (SM PBPM) sont invités, avant le vote du budget primitif qui sera inscrit à l'ordre de jour de la prochaine séance du Comité Syndical, à débattre des Orientations budgétaires 2024.

A. Contexte général de la construction des orientations budgétaires

Le projet de loi de finances (PLF) 2024 ne prévoit pas de réforme majeure, mais un climat d'incertitude pèse sur l'évolution de l'inflation, du point d'indice et des taux d'intérêt.

Les prévisions macro-économiques du projet de loi de finances pour 2024 tablent sur une croissance à + 1,4 %, et un reflux de l'inflation qui s'établirait à + 2,6 %.

Le PLF prévoit par ailleurs une baisse du ratio de dépense publique en 2024, estimée à 55,3%. Cette baisse s'explique par la sortie progressive des mesures mises en place pour faire face à la hausse des prix de l'énergie. En effet, après deux années de forte hausse, les prix de l'énergie devraient baisser en 2024.

La maîtrise de la dépense sera partagée par l'ensemble des administrations publiques. Les collectivités locales seront associées à cette maîtrise des dépenses, avec un objectif de progression de leurs dépenses de fonctionnement inférieure de 0,5 % à l'inflation.

B - Orientations budgétaires du Syndicat Mixte en 2024

L'exercice 2024 constitue le début d'une nouvelle période, basée sur un nouveau contrat de service public avec la SPL STAP.

L'équilibre économique de ce nouveau contrat est construit sur les principaux éléments suivants :

- Une maîtrise générale des coûts par la SPL (maîtrise des coûts de structure et maintien de la productivité de la conduite liée au second statut), avec une baisse des coûts de 365 k€ en fin de contrat.
- Une croissance de la fréquentation de 9,7 M à 11 M de validations (+13,4 %), portée par un développement de l'action commerciale, la promotion de la marque IDELIS autour de Febus et une politique efficace de lutte contre la fraude ;
- Une croissance des recettes de 4,6 à 5,2 M€ (+ 12,6 %) ;
- Un ambitieux programme d'investissements de 42,5 M€ sur 6 ans

Recettes de fonctionnement

Les principales ressources du Syndicat sont constituées par :

- Le Versement Mobilité (VM)
- Les recettes commerciales : titres de transports et redevance publicitaire
- Les dotations et subventions

Pour l'année 2024, les recettes réelles de fonctionnement sont estimées à 41,5 M€, hors reprise de l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2023.

Le VM reste la principale ressource et représente 80% des recettes de fonctionnement. Au vu de la baisse de l'inflation, une recette prudente de **34 M€** sera inscrite pour construire le budget.

Le montant des recettes commerciales avec le reversement des titres de transport et des recettes Idecycle par la STAP attendu en 2024 sera de **4,6 M€** conformément au nouveau contrat de service public.

La redevance publicitaire versée par Clear Channel est estimée à **500K€**, stable par rapport à 2023.

Les dotations restent également stables à **2,4 M€**. Il s'agit de la DGD et du reversement par la Région de la compensation au titre du transfert des transports scolaires.

En 2024, une vente de deux biens est prévue pour un montant de **260 k€**.

Dépenses de fonctionnement

Pour l'année 2024, les dépenses réelles de fonctionnement sont estimées à 39 M€.

Le contrat avec la SPL-STAP prévoit, pour l'année 2024, une contribution du syndicat de 31,1 M€ en € valeur 2023 ; les hypothèses d'indexation en €₂₀₂₄ conduisent à estimer une contribution de 32,5 M€, auxquels il est proposé de provisionner un montant de 500 K€ au titre des contentieux en cours au sein de la SPL. Soit un montant de **33 M€**.

Le montant d'aide à l'achat vélo est estimé à **300 k€**.

Les cotisations aux organismes tiers et indemnités sont estimées à **200 k€**

Les dépenses à caractère général sont estimées à **2,5 M€**.

Le remboursement des charges du personnel mis à disposition à la CA PBP sera de **1,5 M€**.

Les charges financières s'élèvent à **980 K€** et les charges exceptionnelles estimées à **350 k€**.

Ces dépenses de fonctionnement sont financées en totalité par les recettes de fonctionnement.

C - La programmation des investissements

Dette

Le montant de la dette au 01/01/2024 est de **34.2 M€**.

Pour 2024, **1,4 M€** de remboursement de capital sont à inscrire à la section d'investissement et **980 K€** de frais financiers à la section de fonctionnement.

Recettes d'investissement

Les versements du solde des subventions du programme JIVE2 sont attendus pour un montant global de **270 k€**.

Dépenses d'investissement

Les dépenses réelles d'investissement sont estimées à 11 M€.

Une autorisation de programmes est en cours, à savoir l'AP Équipement Réseau : un montant de **6,2 M€** est prévu, conformément au contrat avec la SPL STAP, pour financer le renouvellement du matériel roulant (acquisition de 2 bus articulés hybrides, 2 bus électriques, 4 Coxitis et 3 véhicules TPMR), l'achat de matériel vélo, de l'outillage, des études de rénovation, la poursuite de la mise en accessibilité des quai bus, l'achat de mobilier urbain, la refonte du réseau Radio et le renouvellement de matériel embarqué.

Autres dépenses d'investissements pour 2024 :

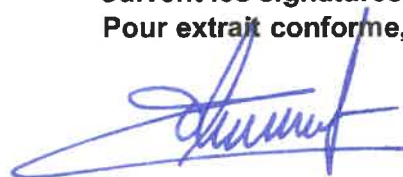
- Funiculaire : **100 K€** en prévision de la grande inspection des cabines de 2025,
- Chronobus : **2,5 M€** pour les travaux de l'entrée Est (Batsalle et rue Henri Faisans), finaliser les études de maîtrise d'œuvre et engager les travaux sur les autres axes,
- Pôles échanges multimodal : le montant de la participation du syndicat pour 2024 s'élève à un près de **600 k€**,
- PCRT : **200 K€** pour la fin de l'installation du logiciel de supervision des carrefours, engager la poursuite de raccordement des armoires électriques à la fibre optique, permettant de déployer des caméras offrant une meilleure connaissance des trafics.

Compte-tenu des excédents estimés pour l'exercice 2023, le recours à l'emprunt ne devrait pas être nécessaire pour l'exercice 2024.

Après avis du Bureau de la Commission Mixte du 23 janvier 2024, le Comité syndical prend acte de la présentation des orientations budgétaires 2024 telles qu'exposées ci-dessus.

**Conclusions adoptées
A l'unanimité**

**Suivent les signatures,
Pour extrait conforme,**



**Nicolas PATRIARCHE
Président de Pau Béarn Pyrénées
Mobilités**